



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE

LA PROPOSITION AFRICAINE : LE PEUPLE D'ABORD

Contributions apportées à la Conférence internationale
sur la participation populaire dans le processus de
redressement et de développement en Afrique

par

M. Adebayo Adedeji

Secrétaire général adjoint des Nations Unies
et Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique

12 -16 février 1990
Arusha (République-Unie de Tanzanie)

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
I. Le peuple d'abord	5
II. Role de la participation populaire dans les taches imposees par le redressement et le developpement de l'Afrique : democratisation du processus de developpement	17
III. Que le peuple se mette en avant! Qu'il prenne l'initiative!	49

INTRODUCTION

La Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 12 au 16 février 1990. Elle a été organisée conjointement par les institutions des Nations Unies, les gouvernements africains et des organisations non gouvernementales d'Afrique et du Nord. Cette alliance témoigne de la diversité des intérêts concernés par la promotion de la participation populaire. Elle démontre combien le sujet empiète sur les domaines de compétence des différentes organisations, que celles-ci préservent jalousement en d'autres circonstances. Enfin, le fait qu'il y ait eu une responsabilité conjointe d'assurer la planification et l'organisation de la Conférence confirme la volonté de mener une action concrète et significative visant à faire participer davantage le peuple au processus de redressement et de développement en Afrique.

La Conférence trouve son origine dans les débats qui ont eu lieu, pendant l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1988. L'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies chargée du suivi de l'exécution du Programme au niveau régional a approuvé la proposition de tenir la Conférence. Quant à la Conférence des ministres de la CEA, elle a adopté, à sa vingt-quatrième session, la résolution 664 (XXIV) par laquelle elle appuyait la convocation de la Conférence et demandait aux Etats membres d'apporter leur appui à la Conférence et d'y participer activement.

La Conférence d'Arusha était la troisième grande conférence internationale organisée dans le cadre de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Il s'est avéré que les conférences successives ont de plus en plus considérablement concentré l'attention sur le Programme d'action. La première, tenue un an après l'adoption

du Programme, à Abuja (Nigéria) en juin 1987, a évalué les progrès réalisés dans son exécution en tenant compte des défis auxquels les gouvernements africains et la communauté internationale continuaient de faire face dans la réalisation du redressement économique et du développement accéléré. La deuxième, tenue à Khartoum (Soudan) en mars 1988, a mis l'accent sur le facteur humain, reconnaissant ainsi que l'homme est l'élément central du développement, qu'il est à l'origine de tout développement et qu'il doit bénéficier des effets et des résultats du développement.

La Conférence d'Arusha a permis de passer de la conception plus passive et quelque peu abstraite du rôle du facteur humain dans le développement de l'Afrique à une étape plus active consistant à donner aux populations la place qui leur revient dans la définition des buts et objectifs de développement et dans la mise en oeuvre des politiques et programmes permettant leur réalisation. Le thème de la Conférence, à savoir "le Peuple d'abord", illustre à juste titre cette préoccupation. C'est également cette préoccupation qui a dicté la représentation à la Conférence. En effet, y ont participé des représentants d'organisations de base, d'organisations non gouvernementales, d'organisations paysannes, de femmes, de jeunes, de syndicats, de gouvernements africains, d'organisations internationales et intergouvernementales africaines et non africaines, d'organismes donateurs, etc.

Les objectifs particuliers de la Conférence d'Arusha étaient les suivants :

- a) Faire reconnaître le rôle de la participation populaire dans les efforts de redressement et de développement;
- b) Sensibiliser les gouvernements nationaux et la communauté internationale aux aspects et aux résultats de la contribution des populations à leur propre développement ainsi qu'aux avantages qu'on peut retirer de cette participation;
- c) Déterminer les obstacles à la participation des populations au développement et définir des modes d'action appropriés pour

promouvoir la participation populaire à la formulation des politiques de développement, à la planification et à l'exécution des programmes de développement;

d) Recommander des mesures que devront prendre les gouvernements, le système des Nations Unies et les institutions donatrices privées et publiques pour créer un environnement propre à assurer une participation populaire effective au processus de développement, qui incite les populations et leurs organisations à prendre des initiatives en vue d'un développement autosuffisant;

e) Faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de connaissances en vue d'un appui réciproque entre les populations et leurs organisations;

f) Proposer des indicateurs permettant d'évaluer les progrès réalisés dans les efforts visant à favoriser la participation populaire au développement de l'Afrique.

Le principal produit de la Conférence, la **Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha 1990)**, a été adoptée à l'unanimité. Non seulement la Charte souligne clairement la nécessité pour les masses africaines de participer davantage aux activités de développement mais aussi elle définit des mesures concrètes à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif.

La présente publication contient trois documents de M. Adebayo Adedeji présentés à la Conférence. Le premier et le troisième sont respectivement ses discours d'ouverture et de clôture tandis que le deuxième est un document technique de fond présenté à l'une des séances plénières. L'ensemble donne une image globale de la situation en Afrique quant au rôle des masses populaires dans le développement et propose certaines idées visant à accorder plus de sens et d'importance à ce rôle.

Il faut également noter que la présente publication est la deuxième d'une série qui traite de certains aspects de la publication

qui a eu une grande influence et qui est intitulée **Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS)**, établie et publiée par la Commission économique pour l'Afrique. La première était intitulée **CARPAS: De la gestion de la crise à la transformation socio-économique de l'Afrique**.

I

**LE PEUPLE
D'ABORD**

Le choix d'Arusha pour la tenue de cette Conférence est on ne peut plus opportun car c'est dans cette ville qu'il y a une vingtaine d'années, le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a pris l'audacieuse initiative de faire participer le peuple au processus de développement. Vingt-trois années se sont écoulées depuis la Déclaration d'Arusha de 1967. Si, malgré cette déclaration historique, nous avons jugé nécessaire de nous réunir aujourd'hui pour rechercher à nouveau les moyens d'intensifier nos efforts afin de mettre le peuple au premier plan de tous les efforts de développement en Afrique, c'est parce que les nobles intentions de la Déclaration d'Arusha ne sont toujours pas inscrites dans la réalité à tous les niveaux ni intériorisées dans notre processus de développement dans tous les pays d'Afrique.

La marginalisation du peuple dans le processus de développement

Nous devons nous rendre à une évidence gênante : près d'un quart de siècle après la Déclaration d'Arusha et trois décennies après l'accès à l'indépendance de la plupart des pays africains, la majorité de nos populations reste souvent exclue de toutes contributions importantes aux orientations nationales. Les droits fondamentaux, la liberté individuelle et la participation démocratique de la majorité de la population sont de plus en plus absents de la scène africaine. De surcroît, cette absence généralisée de démocratie a rendu difficiles la mobilisation des masses et une responsabilité effective. Les structures actuelles de différenciation sociale et d'organisation politique ont favorisé la mise en place d'une base étroite pour la prise des décisions ainsi que l'absence de tout débat populaire sur les politiques fondamentales du développement national et leur application. Cette marginalisation de la participation populaire à la formulation des politiques générales, qui a un effet désastreux sur le bien-être des populations et sur leur survie même, n'a été qu'aggravée par la crise socio-économique persistante que l'Afrique a connue tout au long des années 80, avec pour effet une préoccupation de plus en plus vive de la part des gouvernements pour la gestion de la crise à court terme. Afin de tenter de résoudre ces crises, on a assisté à un accroissement spectaculaire du rôle des experts et gestionnaires

étrangers dans la formulation des politiques et la prise des décisions au niveau de l'économie nationale, ce qui était le prix à payer pour pouvoir accéder aux ressources financières extérieures. Ainsi qu'il était indiqué dans le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), *"Les facteurs externes défavorables tels que le poids de la dette ont également constitué une contrainte à la gestion économique. A cause des séries interminables d'examens de programmes et des longues négociations sur les politiques d'ajustement que nombre de pays africains ont eu à mener avec la communauté des bailleurs de fonds en général et les institutions internationales financières et de développement en particulier, comme condition préalable au soutien à la balance des paiements et à l'allégement de la dette, le cadre pour une politique et une gestion économique nationales indépendantes en Afrique s'est progressivement rétréci"*.

Cette perte de souveraineté sur nos politiques économiques n'a fait que marginaliser davantage les populations dans le processus de développement. Cette absence de participation populaire à tous les aspects des prises de décision de la planification de l'économie et des sociétés est tellement généralisée et flagrante que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans son examen et évaluation à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, a vivement préconisé ceci : "La participation de la population au processus de redressement et de développement doit être encore élargie et rendue plus effective, en particulier par un accès plus large aux ressources et aux fruits du développement, par la création de conditions favorables à la décentralisation des décisions, par l'encouragement de l'esprit d'entreprise à tous les niveaux et par la promotion de l'initiative individuelle et de l'entreprise privée".

Nous ne proférerons que des paroles creuses en disant que le peuple est la plus grande ressource de l'Afrique si nous sommes incapables de créer un environnement lui permettant de déployer son énergie et de donner libre cours à sa créativité et si nous nous obstinons à ne pas le mobiliser pour la reconstruction économique et

sociale. La démocratisation du processus de développement - nous entendons par là l'habilitation du peuple, sa participation à la prise des décisions, à l'exécution et au suivi - est une condition sine qua non du redressement et de la transformation socio-économiques. Comme l'a dit à juste titre Mwalimu Julius Nyerere :

"Si l'on veut que le peuple puisse se développer, il doit avoir le pouvoir... A tous les stades du développement, le peuple sait quels sont ses besoins fondamentaux... S'il a suffisamment de liberté, on peut compter sur lui pour établir ses propres priorités de développement et s'employer à les atteindre..."

Si cette Conférence sur la participation populaire a été organisée, c'est parce que nous sommes fermement convaincus de la nécessité de remettre d'urgence le peuple au centre de l'établissement, de la réalisation et du suivi des objectifs et actions de développement à court et à long termes. Non seulement elle sera l'occasion d'un dialogue entre les principaux acteurs -gouvernements, ONG, organisations de base, syndicats, jeunes, femmes, intellectuels et organisations intergouvernementales internationales et régionales - elle nous permettra aussi de prendre connaissance collectivement de ce qu'il faut entendre par participation populaire, de définir les obstacles à cette participation et de dégager des approches appropriées pour promouvoir celle-ci dans la formulation de politiques de développement et dans la planification et l'exécution des programmes de développement. Enfin, cette conférence nous fournira aussi l'occasion d'élaborer ou de concevoir collectivement des indicateurs des progrès accomplis dans la promotion de la participation populaire au développement de l'Afrique.

Participation populaire et autosuffisance

Il va de soi que le fondement même des processus de développement auto-entretenus et endogènes est la participation populaire, qui est le moteur de la transformation économique. C'est le moteur du changement et du développement accélérés. En effet, le développement ne consiste pas simplement dans la transformation des structures et des attributs matériels d'une société. Un

développement authentique et auto-entretenu ne peut que déboucher sur la transformation des individus qui introduisent le changement - leur culture, leurs attitudes à l'égard du travail, leurs habitudes en matière d'épargne et d'investissement, leurs conceptions, leurs compétences et leurs systèmes sociaux. Le développement véritablement auto-entretenu d'une économie entraîne ce processus de transformation de la population.

Etant donné la marginalisation de plus en plus marquée du peuple dans le processus de développement, on ne peut que se poser la question suivante : nos gouvernements ont-ils vraiment la volonté de voir ce processus de transformation avoir lieu, étant donné qu'il sonne inmanquablement le glas de l'autoritarisme, qu'il élargit le débat, répartit le pouvoir et subordonne le contrôle de l'Etat à la politique populaire? La voix du peuple et non plus la voix d'une seule personne ou d'une oligarchie devient le guide suprême de la politique générale et de l'intérêt public. Un développement auto-entretenu exige une redistribution du pouvoir en faveur de la société tout entière, au lieu qu'il soit concentré entre les mains de quelques-uns, démarche qui doit aller de pair avec une véritable responsabilité politique. Les crises de responsabilité ont souvent été le fruit de la fragilité de la haute politique et de l'insécurité des dirigeants. Que l'on me permette de citer un extrait de la conférence que j'ai donnée en 1987 à l'occasion de la remise des diplômes à l'Université de Calabar. Le développement auto-entretenu appelle, que dis-je, exige partout en Afrique la politique du consentement et du consensus, la politique de la conviction et de l'engagement et la politique de la compassion et de la responsabilité. La politique de consensus consiste à faire participer le peuple à l'élaboration des politiques, à être à son écoute et ainsi adapter l'approche des dirigeants et du gouvernement. Ce faisant, le gouvernement a toutes les chances de gagner le consentement de la majorité sinon de la totalité de la population au sujet de ces politiques et donc la conviction quant à la justesse des voies poursuivies et la volonté de les poursuivre jusqu'au bout. La politique du consensus et du consentement, de la conviction et de l'engagement ainsi que de la compassion et de la responsabilité est le corollaire pratique du souci d'une nation dans son ensemble et non pas d'un groupe particulier.

En conséquence, les dirigeants africains et le peuple africain doivent non seulement souhaiter l'autosuffisance, mais la vouloir. Après tout, le peuple a le gouvernement qu'il mérite et les gouvernements qui veulent des populations dociles et soumises et des sycophantes pour conseillers, ne sauraient réaliser l'objectif d'un développement autonome, auto-entretenu et endogène. Il faut qu'il y ait confiance et respect mutuels entre gouvernants et gouvernés et entre les dirigeants et les masses.

Favoriser la participation populaire aux efforts communs

Toutefois, il faut qu'à la démocratisation du processus politique et du développement viennent s'ajouter des stimulants matériels pour pouvoir tirer le meilleur parti possible des compétences et des talents du peuple. Cela exige une éthique du développement nourrie par la justice sociale et dont la règle d'or l'équité, afin que le peuple retire des avantages à la hauteur de sa contribution et que ces avantages suffisent à couvrir les besoins fondamentaux de l'individu et de la famille.

Malheureusement, la paupérisation et les souffrances de la grande majorité de la population africaine se sont aggravées au cours de la décennie écoulée. Le nombre des personnes vivant dans un état de pauvreté absolu et se trouvant perpétuellement exposées aux adversités de la nature et à l'effet des programmes d'ajustement structurel orthodoxes a augmenté rapidement. Les effets cumulés de la détérioration des conditions de vie de l'Africain moyen ont déchiré le tissu de la société africaine et le continent risque de plus en plus de voir la dislocation de l'ensemble du tissu socio-économique.

Ainsi qu'il est souligné dans le CARPAS, *"l'urgence qu'il y a à atténuer la pauvreté générale et à améliorer le bien-être des populations africaines ne découle pas simplement des aspects humanistes et altruistes du développement. Elle repose, par dessus tout, sur l'idée rationnelle que pour réaliser et maintenir le développement, il est nécessaire d'assurer l'éducation et la formation, la santé, le bien-être et la vitalité des populations afin qu'elles puissent participer pleinement et efficacement au processus de développement"*.

Un modèle de développement axé sur l'être humain exige l'instauration immédiate d'un environnement propice avec toutes ses ramifications. Si, comme je viens de le dire, l'enseignement, les compétences, la technologie, la santé et le bien-être général du peuple sont importants, ils ne suffisent pas en eux-mêmes à assurer un développement auto-entretenu. Il faut y ajouter un environnement propice au point de vue des libertés politiques - liberté d'expression, de pensée et d'association et élimination de toutes détentions arbitraires. De surcroît, les individus doivent être en mesure d'exprimer de nouvelles idées, de se livrer à de nouvelles réflexions, même si elles sont anticonformistes, sans crainte d'être arrêtés ou molestés. Ce n'est que dans pareil environnement que l'on peut créer et entretenir un niveau de productivité élevé et que les valeurs de l'autosuffisance pourront s'épanouir. Et ce n'est que dans pareil environnement que les populations auront confiance en elles et dans leur capacité de susciter et d'organiser leurs propres conceptions, politiques et instruments du projet socio-économique. L'acquisition par un peuple de la confiance en soi est l'un des préalables au lancement d'un développement autosuffisant. A l'inverse, l'absence ou la destruction de cette confiance maintiennent le peuple dans une pauvreté sordide et dans un état perpétuel de dépendance. Depuis trop longtemps, la confiance en soi de l'Afrique a été détruite, d'abord par les maîtres coloniaux et, aujourd'hui, par les partisans de l'apartheid. Paradoxalement, les institutions non africaines censées être les partenaires du développement de l'Afrique contribuent, volontairement ou non, à détruire la confiance en empêchant les Africains d'assumer eux-mêmes leur destinée économique. Dans nos pays, l'esprit d'initiative et la vitalité des populations pauvres des zones rurales sont depuis trop longtemps exploités par les couches urbaines riches et par les fonctionnaires de la ville.

Pour conclure

Loin de moi l'idée de préjuger de l'issue des travaux sur les différentes questions dont cette Conférence internationale est saisie. Les nombreux participants venus de tous les secteurs d'activité - en particulier les ministres et fonctionnaires, les ONG, les organisations de base, les organisations féminines, les jeunes, les syndicats, les professeurs d'université, etc. - et de pays africains et non africains sont la garantie d'un débat animé et élevé au sujet des questions vitales inscrites à l'ordre du jour. Je ne doute pas que la Charte africaine qui devrait se dégager de cette conférence constituera un ferment d'une valeur inestimable pour notre développement futur, comme l'ont été la Déclaration d'Abuja de juin 1987 et la Déclaration de Khartoum de mars 1988.

En fait, cette Conférence internationale sur la participation populaire au redressement et au développement est la troisième d'une série consacrée à l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Elle se situe dans le sillage du CARPAS, qui fait l'objet d'un consensus de plus en plus généralisé et il est vital que le CARPAS devienne opérationnel. En effet, le trait principal du CARPAS est qu'il est axé sur l'homme. Il est articulé autour de la conviction qu'aucun programme d'ajustement structurel qui marginalise la population, dédaigne le triste sort des pauvres et des membres vulnérables de notre société - les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes âgées - et qui fonctionne comme si croissance et développement étaient intrinsèquement liés à la prospérité de quelques-uns et à la misère des autres, ne pourra jamais réussir. Je suis encouragé par le fait que comme l'a annoncé sa publication la plus récente consacrée à l'Afrique subsaharienne : "de la crise à la croissance durable", la Banque mondiale a récemment manifesté son intention d'abandonner les programmes d'ajustement structurel orthodoxes. Elle reconnaît ainsi - et il était temps - que ces programmes ont profondément perturbé nos populations et aggravé la crise de notre développement à long terme. Ce faisant, la Banque mondiale s'est jointe à la CEA et à l'Afrique dans notre croisade en faveur de l'ajustement pour la transformation qui soit axé sur

l'homme et place le peuple au centre de tout. J'invite le Fonds monétaire international, la Banque africaine de développement et les pays donateurs à se joindre également à cette croisade en appuyant pleinement, dans leurs activités opérationnelles, le Cadre africain. J'invite cette Conférence à contribuer à ce processus non pas simplement en affirmant son soutien au Cadre africain mais aussi et surtout en formulant des propositions concrètes quant à la manière dont les gouvernements et les populations africaines peuvent rendre opérationnel les objectifs de ce Cadre. Le Cadre africain comporte déjà une stratégie visant à placer le peuple au premier rang dans notre recherche de l'ajustement et de la transformation. Nous attendons de cette Conférence un programme d'action, un programme opérationnel réaliste et concret s'inspirant de notre expérience des 30 dernières années.

Puissent tous les gouvernements africains, aujourd'hui et désormais, s'efforcer toujours de placer le peuple au centre de tout ce qu'il font en son nom.

II

**ROLE DE LA PARTICIPATION
POPULAIRE DANS LES
TACHES IMPOSEES PAR LE
REDRESSEMENT ET LE
DEVELOPPEMENT DE
L'AFRIQUE :
DEMOCRATISATION DU
PROCESSUS DE
DEVELOPPEMENT**

"Il est essentiel que dorénavant, les gouvernements et les populations africains, dans le cadre de relations d'un type nouveau, soient et restent les responsables au premier chef des programmes de rechange adoptés pour l'ajustement et cette transformation. ... Lors de l'élaboration de ces programmes, il faudra également éviter les erreurs commises dans le passé, et qui consistaient à exclure la population du processus de formulation, de mise en oeuvre et du suivi des programmes d'ajustement."

"Par ailleurs, la démocratisation de la prise de décision et la participation de la population encourageront celle-ci à accepter les sacrifices qu'exigeront les programmes, ce qui consolidera le processus vers l'autosuffisance nationale."

CARPAS, p. 52 et 53, paragraphes 121 et 124.

I. INTRODUCTION

Le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) est une stratégie de redressement et de transformation axée sur l'homme comme le souligne la citation ci-dessus. L'adoption par le système des Nations Unies de cette approche prometteuse d'une transformation constitue en soi une étape fondamentale pour l'Afrique et pour le reste du tiers monde; cette approche est également au centre d'autres perspectives de développement telles que "Un autre développement" et "Développement au niveau humain" de la Fondation Dag Hamarskjöld et le Centre pour les alternatives en vue du développement (CEPAUR) au Chili, de même que le développement de la base au sommet du Réseau africain des ONG pour l'environnement (ANEN) au Kenya. Dans ses stratégies alternatives pour le développement en Afrique, l'Institut pour les alternatives africaines (IFAA) met également l'accent sur la démocratisation, tout comme plusieurs autres institutions de recherche et autres organisations de masse en Afrique

et ailleurs. Un consensus s'est donc dégagé au niveau international sur le processus de développement.

Il est essentiel de replacer la logique de cette culture démocratique nouvellement apparue dans la lutte pour le développement dans son contexte historique. En somme, c'est le résultat de la réaction des intellectuels et de la classe populaire face à l'échec cuisant de l'approche élitiste et bureaucratique adoptée par le passé pour les politiques et la planification du développement, approche qui défavorisait notoirement les zones rurales et, de ce fait, négligeait et marginalisait les aspirations légitimes de la majorité de la population. Partout, cela a eu pour conséquence le détournement des bienfaits d'une croissance - par ailleurs limitée - par une minorité bien à l'abri, des inégalités croissantes, le marasme, un sous-développement persistant et la crise des années 70 et 80 en Afrique.

Les approches traditionnelles au développement ont été remises en question dès la fin des années 60. Les programmes actuels d'ajustement structurel ou de redressement économique ont également échoué et sont en crise.

Il y a eu lieu de définir ici la nature de la participation populaire nécessaire au processus de redressement et de transformation. Les forces populaires concernées sont la majorité de la population dans chaque pays et elles sont représentées par les groupes sociaux tels que les ouvriers et leurs syndicats, les paysans, les femmes, les cadres, les étudiants, les intellectuels etc..., en tant que membres de leurs organisations de masse et en tant qu'individus. Leurs besoins fondamentaux et aspirations tels que la nourriture, l'eau, le logement, l'habillement, les soins de santé, l'éducation, le transport etc... constituent les objectifs premiers du développement et leurs énergies sont indispensables si l'on veut réaliser les objectifs, les buts et les stratégies de redressement et de transformation. Leur participation n'est pas simplement une question de manipulation et de bureaucratie qui se limiterait à les faire assister à des réunions, crier des slogans, voter etc... C'est bien plus que cela et il s'agit ici de participation effective, et non pas d'un simple engagement dans la prise de décisions à tous les niveaux, dans la formulation des objectifs de

redressement et de développement, l'affectation des ressources, l'élaboration des politiques et des programmes, la mise en oeuvre des projets et le suivi de leur exécution. La participation populaire signifie donc un partage équitable des fruits du redressement et du développement et l'obligation effective des dirigeants à rendre compte de leurs actions aux masses populaires. C'est pour cela que la participation populaire fait nécessairement aller de pair pouvoir populaire et pouvoir d'Etat et exige que la souveraineté de l'Etat soit en fait la souveraineté des masses. Elle substitue la politique et le débat populaires à l'administration des choses et des hommes. Par conséquent, la participation populaire suppose bien évidemment une culture politique démocratique.

La crise africaine est-elle une crise de participation?

Cette conférence sur la participation populaire s'inscrit directement dans la recherche de solutions à la crise africaine, qui est aussi une crise politique, autrement dit une crise de la participation populaire. En plus du problème des conceptions économiques et financières qui caractérisent la décennie perdue des années 80, nous devons résoudre le grave problème que représente l'absence générale de démocratie en Afrique, qui se traduit par un profond conflit entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir populaire. Ces deux questions sont interdépendantes.

D'un côté, beaucoup font valoir que l'ampleur et la profondeur du déclin socio-économique des années 80 résultent surtout de l'échec politique associé au manque de participation populaire. La mauvaise gestion flagrante de l'économie, la fuite massive des capitaux, une utilisation irrationnelle des ressources, des politiques défavorisant systématiquement les ruraux, la faible mobilisation des ressources, des priorités mal définies et les interventions massives de la Banque mondiale et du FMI ont été rendues possibles par l'absence d'une participation effective dans la prise de décisions et dans l'exercice du pouvoir politique. On a pu mettre en oeuvre de façon autoritaire des programmes classiques de stabilisation et d'ajustement qui étaient impopulaires uniquement parce que la participation de la population manquait par moments. L'absence de démocratie populaire a

également dispensé les dirigeants à tous les niveaux de rendre des comptes. Sans démocratie populaire et sans obligation pour les dirigeants de rendre des comptes, aucun développement n'était possible, et il ne pouvait y avoir que la crise socio-économique.

Par ailleurs, d'autres affirment que le conflit entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir populaire en Afrique constitue un obstacle majeur empêchant le continent de sortir de la crise et de transformer rapidement ses structures. On ne peut avoir une perspective claire des problèmes fondamentaux du redressement et du développement ni articuler des politiques réalistes les unes aux autres sans une mobilisation totale des connaissances, des qualités d'initiative et de la créativité des populations avec toute la diversité des milieux sociaux. C'est le seul moyen sûr de permettre aux populations de parvenir en toute liberté à une vision rationnelle du monde qui les entoure et de la situation particulière de l'Afrique et d'envisager la crise non pas comme la leur exclusivement ou comme celle de l'Etat seul mais comme un défi à relever collectivement par tous les peuples africains. C'est dans ce sens que la nécessité d'une participation populaire en Afrique devient une réalité à la fois politique, économique et culturelle. C'est pour cela que le CARPAS met l'accent sur la nécessité de créer un environnement propice prévoyant une participation démocratique.

La participation populaire peut constituer un modèle de développement

Un consensus se dégage peu à peu parmi les organisations de base, les ONG, les gouvernements africains, le système des Nations Unies et la communauté internationale sur la nécessité fondamentale de la participation populaire dans le processus de redressement et de développement. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies préconisent la participation effective des populations dans tous les aspects de développement. Le rapport du Comité spécial plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies qui a été adopté par l'Assemblée en novembre 1988 affirme clairement que *"la participation*

de la population au processus de redressement et de développement doit être encore élargie et rendue plus effective, en particulier par un accès plus large aux ressources et aux fruits du développement, par la création de conditions favorables à la décentralisation des décisions, par l'encouragement de l'esprit d'entreprise à tous les niveaux et par la promotion de l'initiative individuelle...".

Dans la Déclaration commune des ministres africains de la planification économique et du développement et des ministres africains des finances d'avril 1989 (E/1989/35, annexe III), les responsables africains ont déclaré *"... la population dans son ensemble doit être pleinement associée à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du CARPAS au niveau national. A cette fin, chaque pays devrait prendre les mesures appropriées pour instaurer un environnement propice nécessaire à une participation populaire effective et consolider et approfondir ainsi le processus d'un développement national autonome".*

Ce nouveau consensus sur la participation populaire est une révolution silencieuse dans la pensée économique. Les modèles de développement classiques ont toujours lié le développement à des biens matériels et non à la personne humaine. Ils plaçaient au premier rang le capital, en particulier le capital étranger. Même la théorie qui veut que l'exportation soit le "moteur du développement" considérait l'exportation comme source de devises étrangères ou de liquidités pour importer des biens d'équipement et autres biens matériels pour le développement. C'est ainsi que dans la Déclaration de Khartoum il est dit : *"Il semble que le redressement et le développement sont considérés surtout comme une question d'investissements et d'équipement, de ressources financières et de structures diverses dans nos différents secteurs de production".*

Ce modèle de développement axé sur le capital a été vanté notamment par Ragnar Nurkse dans Capital Formation in Under-Developed Countries, par Albert Hirschmann dans sa thèse sur la nécessité d'une "forte impulsion" pour accélérer le développement et par Arthur Lewis dans sa théorie de l'exportation comme moteur du développement. Même l'exhortation à mobiliser l'excédent de main-d'œuvre pour la formation du capital dans les pays en développement

et la mise en valeur du capital humain au service du développement entreprise à partir des années 70 ont été négligées, oubliées. Et pourtant, en dépit de l'abondance des capitaux dans les pays du Moyen-Orient et dans les pays de l'OPEP, il n'y a pas eu de véritable développement dans ces pays. Et dans la course effrénée vers les capitaux étrangers, la dette extérieure a bloqué la croissance et le développement dans le tiers monde depuis les années 80.

D'où la nécessité impérieuse d'un autre modèle de développement qui soit axé sur l'homme. *"C'est l'homme (la population) qui donne vie aux projets et leur confère une substance.... le développement concerne l'homme (la population) et pour qu'il soit véritable, l'homme (la population) doit en être l'agent actif et non le bénéficiaire passif..."*. Il n'y a aucun doute que le facteur humain est le terme et le but, les populations étant nécessairement et invariablement les ultimes bénéficiaires et les maîtres d'oeuvre obligatoires du changement.

Le principe qui fonde cette approche du développement axé sur l'homme doit être précisé en détail parce qu'à cause de son caractère séduisant, il pourrait facilement être récupéré à des fins de manipulation de la population. Celle-ci joue deux rôles essentiels dans le processus de développement, étant à la fois la fin et le principal moyen de la transformation. Puisque la population représente le terme et le but du développement, l'objectif final doit être d'exploiter toutes les possibilités qu'elle a de se libérer des inconvénients du milieu naturel et de la maîtriser. Et en tant qu'architecte principal du redressement et du développement, la population joue beaucoup de rôles. La participation populaire constitue un facteur supplémentaire de production, qui peut être appelé prise de décision ou simplement participation et s'ajoute à l'intrant classique qui représente la main-d'oeuvre. L'accès de la population aux ressources (la terre, le crédit, la technologie etc...), son esprit d'entreprise, l'initiative individuelle, la force de la collectivité et l'auto-assistance sont encore d'autres formes de participation populaire.

Ces aspects de la participation transcendent les rôles techniques traditionnellement assignés au capital humain et à la main-d'oeuvre dans le processus de production. Ils se confondent en partie avec les questions essentielles de justice sociale et d'équité dans le processus de redressement et de développement, la création d'un environnement propice à la transformation socio-économique, la mobilisation optimale des ressources, leur affectation rationnelle et la mise en oeuvre des politiques et des programmes. Toutes ces considérations se ramènent à un principe fondamental, à savoir que le moyen le plus sûr de faire accepter les contraintes du redressement et de développement par la population est de faire en sorte qu'elle perçoive cette tâche comme étant la sienne et qu'elle en accepte les objectifs comme étant la somme de ses aspirations les plus profondes. En revanche, si elle considère que les objectifs du redressement et du développement sont injustes ou élitistes, si elle se sent exclue et marginalisée et si sa vive aspiration à une vie décente n'est pas au coeur des programmes de développement, elle n'établira ni n'appliquera de tels programmes que l'on peut qualifier de bureaucratiques. Voilà pourquoi le processus du développement n'est pas un simple processus technique et administratif et ne peut pas aboutir s'il est conçu comme tel; il doit également s'agir d'un processus politique appelant des débats ouverts et des décisions concernant l'allocation des ressources, la conception et la mise en oeuvre des politiques. Ce climat démocratique est le plus favorable à une utilisation optimale du capital et des autres facteurs de production qui doivent être pris en main et exploités par la population.

Pour que cette participation démocratique puisse jouer son véritable rôle dans le processus de redressement et de transformation, les objectifs assignés par ces programmes doivent être clairement définis. Cela est essentiel si l'on veut un consensus pour tous les programmes de participation populaire.

II. PRINCIPAUX DEFIS DU REDRESSEMENT ET DE LA TRANSFORMATION EN AFRIQUE

Les défis posés par la participation populaire découlent, de par leur dialectique, des échecs répétés des stratégies de développement à partir des années 70. Ces défaillances se sont soldées par la décennie perdue des années 80. Les dernières stratégies de développement telles que la substitution aux importations, l'industrialisation, la révolution verte, la croissance ayant pour moteur les exportations et l'assistance étrangère entre autres étaient toutes fondées sur la primauté de l'accumulation de capital au détriment du rôle essentiel que doit jouer la population et du jeu démocratique dans le processus de développement. Même les programmes d'ajustement préconisés par le FMI et la Banque mondiale à partir des années 80 ont échoué principalement parce qu'ils ont accordé très peu de place au développement axé sur l'homme et parce qu'ils ont ensuite été incapables de mobiliser de façon efficace les ressources locales nécessaires pour mener à bien les tâches prioritaires qu'appellent le redressement et le développement.

Les problèmes fondamentaux du redressement et de la transformation en Afrique commencent avec leur conceptualisation. C'est au niveau du concept que se pose la question du choix entre d'une part les programmes d'ajustement structurel (PAS) classiques ou les programmes de redressement économique (les PAS sont appelés ainsi au Ghana, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays) et le CARPAS de l'autre. Les différences principales entre ces programmes concernent les objectifs, le contenu, la succession des mesures dans le temps et les mesures elles-mêmes. Ainsi, le CARPAS vise l'autosuffisance alimentaire au niveau régional, la satisfaction des besoins essentiels pour une croissance soutenue et l'autonomie, l'émancipation des populations par l'accès aux facteurs essentiels de production en particulier la terre et les capitaux, la création d'emplois et l'amélioration des systèmes de distribution des richesses nationales; les PAS classiques de leur côté mettent l'accent sur les objectifs financiers tels que l'équilibre budgétaire, la vérité des prix et le libre jeu des forces du marché. C'est ainsi que, tandis que

le CARPAS préconise le redressement et le développement à la fois, les PAS classiques insistent sur les équilibres financiers et la stabilisation avant la croissance et le développement, ce qui est voué à l'échec. Il y a en plus des différences en ce qui concerne les taux de change multiples, les taux d'intérêt, les subventions, les entreprises publiques et la planification. Les populations doivent connaître ces différences afin de décider à bon escient de soutenir le CARPAS en tant que programme pouvant le mieux satisfaire leurs besoins essentiels.

Parmi les autres tâches en matière de redressement et de transformation, il faut adopter une approche de développement introvertie ou endogène par opposition à la libéralisation excessive prônée par les PAS et instaurer d'urgence une coopération effective entre pays africains aux niveaux sous-régional et régional. Pour que les populations apportent leur appui à ces objectifs et consentent les efforts nécessaires pour leur réalisation, elles doivent être convaincues que ces objectifs sont en accord avec ceux de leur propre combat.

La troisième série de tâches a trait au choix des politiques. Cela suppose des engagements précis de la part des gouvernements et des peuples africains pour réaliser des objectifs aussi essentiels que la mise en valeur des ressources humaines qui permet d'accroître la capacité des populations à susciter le développement; la mobilisation effective des capacités locales par le biais de l'épargne et de la mise en commun des ressources, etc.; une répartition plus rationnelle de ces ressources afin d'éviter le gaspillage; une consommation soutenue afin d'augmenter le rendement de chaque unité de ressource; une production accrue et plus diversifiée afin de satisfaire les besoins de la population et de l'économie, pour accroître la production et la consommation verticalement et horizontalement; la création d'une base scientifique et technologique afin de mieux utiliser les ressources et de mieux domestiquer la nature; une meilleure gestion de la dette extérieure qui commence par considérer la crise de la dette comme fondamentalement politique. Tout cela revient à dire qu'il faut créer un environnement propice et mettre en place les institutions

appropriées pour faciliter le redressement et la transformation structurelle.

En fin de compte, les différentes mesures destinées à réaliser les objectifs et les orientations politiques doivent être mises en oeuvre ou appliquées efficacement. Cela demande l'énergie et la coopération de la population. Cela est vrai parce que ces mesures imposent des sacrifices et des coûts aux individus et aux groupes, tels que le paiement de taxes plus élevées, une consommation réduite afin d'augmenter l'épargne, des restrictions à l'importation, une réduction des subventions, le paiement de prix plus élevés, un accroissement de la productivité etc.. Sans la compréhension et la coopération de la population, ces mesures ne peuvent pas réussir à accroître et à diversifier la production, et contribuer à une distribution plus équitable des ressources, à un changement dans l'allocation des ressources, dans les modes de consommation et de dépenses afin de satisfaire les besoins essentiels de tous et réduire le niveau de pauvreté.

III. OBJECTIFS PARTICULIERS DE LA PARTICIPATION POPULAIRE POUR REPENDRE A CES DEFIS

Comme indiqué à la page 17 de ce document, le tout premier rôle de la population dans le processus de redressement et de transformation par la participation populaire est d'accepter la responsabilité première des gouvernements africains dans la mise en oeuvre du CARPAS. Ceci constitue le premier pas dans le processus d'intériorisation du problème de développement de l'Afrique: les facteurs externes constituent les obstacles majeurs mais le rôle de l'Afrique elle-même est central dans la solution de la crise. Les déboires du passé et les illusions actuelles concernant un développement reposant sur l'aide extérieure, les ressources extérieures, le transfert de technologie, etc., ont appris à l'Afrique à ses dépens que ses gouvernements et ses populations ne doivent compter que sur leurs propres forces. L'assistance extérieure est toujours la bienvenue mais elle ne fait que suivre et compléter les efforts nationaux. C'est le début de la sagesse pour une région qui

cherche à modifier sa situation socio-économique dans les années 90 et au-delà.

Cela exige de nouvelles relations entre partenaires, un nouveau consensus entre les gouvernements africains et leurs populations. Les populations, dans leurs groupes sociaux, les organisations de masse et au niveau des particuliers doivent être dûment considérées et acceptées par les gouvernements africains comme partenaires sociaux pour le développement. Il faut pour cela avoir confiance dans la population et dans la société africaine et dépasser la triste mentalité et le complexe d'infériorité qui, hérités de l'ère coloniale, poussent certains gouvernements et certains dirigeants à se fier davantage à leurs partenaires étrangers qu'à leurs frères africains. La participation populaire exige un dialogue institutionnalisé et permanent fondé sur la confiance mutuelle et un débat ouvert entre le gouvernement et la population. Etant donné que tout développement véritable doit bénéficier à la population, les dirigeants doivent travailler de concert avec tous les niveaux et à tous moments. Les peuples doivent exiger ces relations de partenaires dans ce dialogue avec leurs gouvernements sur toutes les questions de redressement et de développement comme étant leur droit inaliénable et le gouvernement doit exiger de la population qu'elle participe franchement, sincèrement et avec efficacité à cet effort collectif.

La diffusion du CARPAS auprès de la population est également importante. Les gens ne peuvent pas s'engager et mettre en oeuvre des programmes qu'ils ne connaissent ou qu'ils ne comprennent pas. C'est une grande erreur qui a été commise dans le passé avec le Plan d'Action de Lagos et avec les autres stratégies internationales de développement préconisées par les Nations Unies pendant plusieurs décennies successives. Les populations n'étaient pas informées ni mobilisées; aussi ont-elles tout simplement négligé ces stratégies et les documents sont restés dans les tiroirs à se couvrir de toiles d'araignée. La nouvelle réorientation exige que ces programmes soient considérés comme des documents politiques qui doivent être distribués aussi largement que possible par la population à la population, non seulement par le canal du gouvernement mais par tous les moyens possibles, par les médias et les organisations de

masses, etc.. Ces documents devraient également être résumés et publiés dans les langues locales africaines pour que la masse puisse y avoir accès. C'est le moyen le plus sûr de réaliser cet indispensable consensus autour des programmes en faveur de la participation populaire.

La population devrait aussi participer activement à la conception des programmes de redressement et de transformation. Comme il est dit dans le CARPAS cela suppose : a) la démocratisation du processus de prise de décisions aux niveaux national, régional, et local en vue d'assurer le consensus indispensable et le soutien de la population; b) la consultation de la population au niveau local par l'entremise des autorités locales, des associations y compris les ONG locales et des collectivités." (CARPAS, p. 53, paragraphe 125). Cette participation à la conception des programmes permet d'assurer que ceux-ci reflètent les aspirations de la population et visent à résoudre ses problèmes urgents. Ainsi donc, la population, à tous les niveaux de la société, devrait participer à la formulation et au choix des buts et des objectifs, des orientations et des moyens d'action et au partage des bénéfices des programmes. C'est le moyen qui garantit le plus sûrement que la population considère et adopte ces programmes comme les siens et soit disposée à consacrer ses forces à leur exécution.

Par ailleurs, la participation populaire ne consiste pas seulement à exercer des droits et à jouir de privilèges, c'est aussi un engagement de la part de la population à consentir des sacrifices en vue du redressement et de la transformation. L'application des mesures, la poursuite des buts particuliers, l'exécution des directives et la réalisation des objectifs prévus par les programmes supposent que la population en accepte le coût, sacrifie la consommation, consacre davantage d'énergie à la recherche d'une meilleure productivité, etc.. L'autosuffisance alimentaire au niveau régional, la mobilisation des ressources locales, la rationalisation des subventions et les questions similaires exigent des sacrifices et une mobilisation des ressources par la population. De même, l'autonomie individuelle et collective dépend de l'engagement de la population. De cette manière, le redressement et la transformation signifient auto-assistance grâce à

l'engagement, aux sacrifices et à la détermination de chaque individu et de chaque groupe social. Pour pouvoir partager équitablement le gâteau national, il faut d'abord cuire ce gâteau. Et cuire le gâteau du développement exige l'énergie et les ressources de tous. Cependant les sacrifices doivent être partagés; ce serait aller à l'encontre du but recherché que de demander à la population de consentir des sacrifices et de se serrer la ceinture pendant que les dirigeants se gavent et baignent dans l'opulence. Il ne suffit pas que l'on dise que tout le monde consent des sacrifices, il faut qu'on le voie et que les sacrifices soient répartis équitablement pour le bien commun. Cela exige de l'honnêteté, de la sincérité, un sens de leurs responsabilités de la part des dirigeants et la volonté résolue de tous de réussir. C'est dans ce genre de circonstance que l'autosuffisance nationale et collective aura le plus de chance de mobiliser la population pour un véritable développement endogène. Ainsi, on pourra compter sur les forces de toute la société pour mobiliser les ressources nécessaires en vue de la mise en oeuvre effective des programmes de redressement et de transformation.

Ces tâches fondamentales de participation populaire en Afrique doivent se faire en différentes étapes. D'abord la définition des programmes, leur conception, leur diffusion, leur mise en oeuvre et leur suivi. La définition consiste à choisir un programme plutôt qu'un autre, par exemple remplacer les PAS classiques par le CARPAS, déterminer les objectifs et les directives générales. La population et les organisations de masses ont un rôle essentiel à jouer dans la discussion des choix offerts à leurs pays à ce stade. L'étape suivante, la conception du programme, exige aussi une participation populaire et devrait être fondée sur une démarche partant de la base vers le sommet avec la participation active de la base dans le débat et dans le choix des politiques, des orientations et des mesures à prendre et dans l'adoption du programme final. Il est essentiel pour le succès de son application que ce programme soit largement diffusé comme document politique. Cette mesure fournirait des objectifs aux initiatives locales de la population, valoriserait les projets communautaires, favoriserait l'auto-assistance et la coopération entre pays africains sur une base sous-régionale et régionale. Enfin, depuis la base jusqu'au sommet, la population devrait être activement

engagée dans le suivi des résultats des programmes pour voir dans quelle mesure ils répondent à ses aspirations, à ses objectifs et aux orientations qu'elle a définies. Ceux qui accomplissent les tâches prescrites par le programme devraient être encouragés et rémunérés tandis que ceux qui ne le font pas devraient être sanctionnés. De cette façon, les programmes de redressement et de transformation deviendront des documents politiques faisant partie intégrante des activités journalières et des débats publics de la population. Les gouvernements et la population alors travailleront dans une sorte de symbiose fondée sur la communauté de leurs fins et de leurs moyens en vue d'un véritable développement.

IV. MODALITES POUR ACCOMPLIR LES TÂCHES DE LA PARTICIPATION POPULAIRE

Jusqu'ici nous avons identifié les rôles et les tâches de la population dans les processus de redressement et de développement. Mais quel est le meilleur moyen pour la population d'accomplir ces tâches ? Quels sont les principes de base, les concepts, les institutions, les organisations, les processus, etc., qui devraient intervenir ? Ces questions sont essentielles pour donner à la participation populaire une dimension opérationnelle et pratique. A cet effet, il est utile de commencer par la dialectique de la démocratie, de la responsabilité et du développement dans le contexte du fonctionnement de l'économie, de l'Etat et de la société c'est-à-dire dans le contexte de la formation sociale. Dans ce cadre, il y a trois observations à faire, qui sont liées entre elles.

Tout d'abord, l'absence généralisée de démocratie ou de participation populaire en Afrique est à la base de la pauvreté en Afrique, si bien que la crise économique actuelle est aussi une crise politique compte tenu du conflit entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du peuple. Deuxièmement, sans démocratie il ne peut pas y avoir de responsabilité politique effective, et sans responsabilité il ne peut pas y avoir de développement soutenu. Troisièmement, en l'absence d'une participation populaire démocratique, il n'est pas possible de résoudre la crise socio-économique africaine.

L'importance du pouvoir politique pour le redressement et le développement signifie que nous devons définir les cadres sociaux les plus adaptés à la participation populaire. On les trouve dans l'appareil de l'Etat et dans la société civile. L'absence généralisée de démocratie en Afrique est également liée aux faiblesses qui paralysent la société civile - organisations de masses, groupes d'activités ou groupes sociaux, collectivités locales en particulier. Par conséquent, une participation populaire-efficace en Afrique devrait prévoir le renforcement d'urgence et de façon réfléchie de la société civile afin de réduire progressivement la grande autonomie relative de l'Etat africain. Ceci repose sur l'édification de cadres institutionnels pour les organisations de masses : syndicats, associations de paysans, coopératives, organisations féminines, organisations étudiantes, groupements professionnels, partis politiques etc..

Des mécanismes consultatifs devraient être aussi mis en place conjointement par le gouvernement et par le peuple. Ils devraient servir de liens entre les organisations de masse, le secteur privé, les collectivités locales et les particuliers d'une part et les programmes et les activités du gouvernement et le processus de prise de décisions à tous les niveaux d'autre part. Donner le pouvoir à la collectivité, voilà l'idée, et cela implique d'encourager les collectivités à définir leurs propres programmes et projets à partir de la base grâce à une décentralisation effective de la prise de décision. Ces organes consultatifs doivent être créés par des textes de loi, être dotés de tous les pouvoirs et fonctionner depuis la base jusqu'à l'échelon national.

Assurer une large diffusion est un élément étroitement lié au processus. Le programme de la participation populaire doit être un document politique diffusé dans toute l'Afrique pour qu'il y ait autour de lui un plus large consensus que les populations le connaissent et se mobilisent pour l'appliquer. L'existence de médias libres efficaces et osant dire la vérité est essentielle à cette diffusion et constitue un des aspects matériels de la concrétisation de la participation démocratique. Pour informer la population et la mobiliser, les médias elles-mêmes doivent être totalement mobilisées, informées et assurées de toute la liberté de la presse, avoir libre accès à l'information et recevoir des encouragements professionnels nécessaires dans

l'exercice de leurs tâches. Le peuple doit être le gardien de la liberté de la presse et de l'usage démocratique de cette liberté afin de prévenir tout abus de la part des professionnels des médias.

Les libertés constitutionnelles qui garantissent les droits fondamentaux de l'homme doivent être incorporées dans les constitutions nationales de même que les systèmes de contrôle, la séparation de pouvoir entre les branches législatives, exécutives, et judiciaires du gouvernement de même que la pratique effective de l'état de droit. L'indépendance du système judiciaire, et les relations suivies entre les magistrats et le barreau sont essentielles pour l'application effective de ces droits constitutionnels à la liberté de parole, d'association, de la presse etc. Ces libertés sont essentielles pour une discussion ouverte des politiques officielles. Les devoirs et responsabilités démocratiques des citoyens de défendre l'Etat contre l'arbitraire, défendre la constitution, protéger le bien de l'Etat contre le détournement et les autres devoirs civiques devraient aussi être consignés dans les constitutions ou diffusés d'une autre manière. Les droits des organisations de masse, les droits des syndicats, la liberté d'association, le droit aux négociations collectives et le respect des conventions de l'Organisation internationale du Travail font tous partie intégrante de ces obligations.

L'alphabétisation des masses et l'éducation politique sont aussi des fondements de la participation populaire. Cela exige l'éradication urgente de l'analphabétisme dans les pays africains. Si les gens ne peuvent pas communiquer effectivement, oralement ou par écrit dans les langues officielles, l'exercice des droits démocratiques sera compliqué. L'éducation devait aussi être utilisée comme moyen de socialisation démocratique; pour enseigner des responsabilités civiles, développer une culture politique et démocratique, encourager le débat public et d'une manière générale pour mobiliser la jeunesse en vue de la participation populaire. Pour cela il faut démocratiser l'accès à l'éducation, les programmes et le contrôle des établissements d'enseignement.

La décentralisation du processus de prise de décision est un autre mécanisme important pour la participation populaire. Il s'agit là

d'une des manières de supprimer le clivage entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du peuple. Il est évident que si toutes les décisions et tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains de l'Etat et par conséquent monopolisés par de petites cliques et gardés secrets, les populations seraient exclues de la participation. Il est primordial de répartir le pouvoir et la prise de décision aussi largement que possible pour donner aux différents groupes sociaux et aux particuliers le maximum de chances de participer. Ce n'est pas en créant beaucoup de structures de décisions que l'on obtient automatiquement cette décentralisation. Ces structures doivent être capables de prendre des décisions ayant force exécutoire, en particulier lorsqu'il s'agit des affaires les concernant. Ceci permettra d'intégrer un plus grand nombre de personnes dans le processus de prise de décision à tous les niveaux, d'encourager les pratiques démocratiques dans les lieux de travail, de faire qu'il y ait une plus grande sensibilité aux conditions locales et de tirer parti des connaissances locales abondantes et des initiatives à tous niveaux. C'est ainsi que la Déclaration de Khartoum demande que: *"des mesures soient prises pour promouvoir des modes équitables de développement, fondés sur la démocratisation et la décentralisation du processus de décision."* Cette décentralisation pourrait assurer la démocratie sur les lieux de travail et pourrait être réalisée par la création d'assemblées consultatives au niveau national, régional et local dans chaque pays, et également au niveau sous-régional et au niveau supérieur.

L'adoption d'une stratégie de développement de la base au sommet est une autre manière de décentraliser et de promouvoir la participation démocratique. Le processus de développement devrait être inversé pour commencer à la base par le biais d'organes locaux de planification et de développement. L'épanouissement de l'individu aux différents niveaux de la société sera alors encouragé. Cela permettra d'exploiter des réserves cachées d'épargne, la technologie artisanale, l'esprit d'entreprise et les talents pour la mobilisation totale des ressources en vue du redressement et du processus de développement. Les coopératives de production, les femmes, les épargnants dans les tontines, les vendeurs, les consommateurs, etc sont tout aussi importants à cette fin.

Les organisations non gouvernementales devraient être des filières importantes dans la promotion de la participation populaire et cela de plusieurs manières. Elles rassemblent les intérêts, les ressources et les énergies et peuvent donc constituer des réseaux efficaces pour la diffusion de politiques et de programmes. Plusieurs d'entre elles ont noué des contacts efficaces avec d'autres organisations de masses. Elles constituent d'excellents forums pour la discussion publique sur les politiques sociales; elles peuvent mobiliser des ressources (par exemple par le biais de contributions volontaires, des dons; etc.), pour des tâches spécifiques de développement comme l'éducation, la santé, le développement rural etc, et sont souvent d'excellents réservoirs de qualifications spécialisées et de talents. Peu à peu elles sont reconnues par les Nations Unies, les gouvernements africains et les bailleurs de fonds et cela leur confère un rôle central dans la participation populaire. Leur rôle est souligné dans la Déclaration de Khartoum : *"les gouvernements africains devraient dûment reconnaître les ONG africaines et créer le cadre juridique et fiscal nécessaire à leurs activités. Les ONG devraient améliorer leur analyse de politiques de manière à intégrer les perspectives et les engagements à long terme."* Cela signifie également l'organisation de conférences, de symposiums, de séminaires et d'ateliers périodiques pour mobiliser la participation des ONG dans le développement.

L'habilitation des collectivités est un autre mécanisme permettant de promouvoir la participation populaire et une démocratisation véritable. Ceci dépasse la simple décentralisation et le développement à la base. Il est au centre de la stratégie du pouvoir, à la fois politique et économique. La condition principale est la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel pour transférer le pouvoir réel de décision et d'allocation des ressources aux collectivités locales dans les zones rurales et dans les villes. L'existence de ce cadre permet l'auto-assistance en garantissant qu'il y ait à la base un contrôle local des ressources et une base populaire à la planification nationale et au développement. Elle exige l'existence d'organisations communautaires contrôlées par la population locale, l'élection de membres de la population locale lors de toutes les élections, une représentation directe de la population locale à tous les niveaux de la prise de

décision, des allocations budgétaires suffisantes pour les collectivités locales et l'institution d'organes chargés du développement ayant des responsabilités fixées par des textes de loi au niveau local.

La planification à la base est cruciale pour cette initiative locale. Les administrations locales, les comités de développement au niveau de l'Etat ou de la région devraient élaborer des programmes de redressement et de développement appropriés à leur niveau. C'est la meilleure façon de garantir un développement autonome, d'exploiter les initiatives locales et de mobiliser les ressources populaires au maximum. Ces comités de développement populaire devraient recevoir une bonne partie des ressources nationales telles que la terre, le crédit, des devises, des tracteurs, un budget, des fonds pour le développement etc..

Les coopératives de production, de commercialisation et de distribution des produits rares devraient être encouragées et soutenues par le gouvernement. Elles mettent en commun et exploitent des ressources éparpillées et restreintes, enseignent les bases du développement et de la démocratie et peuvent servir de liens entre la population et le gouvernement. Mais elles devraient être aussi autonomes que possible pour pouvoir exploiter les initiatives et utiliser les expériences locales.

Les petites industries qui nécessitent une technologie élémentaire ou artisanale devraient être encouragées en tant qu'entreprises populaires. Elles peuvent être patronnées par les comités locaux de planification et de développement et par les coopératives comme industries artisanales. Les banques spécialisées dans la petite industrie, des instituts de recherche et des commissions nationales devraient être créés pour fournir un crédit bon marché, diffuser les technologies de base et obtenir l'appui du gouvernement pour les initiatives populaires qui ont si bien réussi en Asie du Sud-Est. Ce sont des entreprises à haute intensité de main-d'oeuvre qui créent suffisamment d'emplois pour lutter contre le chômage massif.

Une approche pragmatique en ce qui concerne le secteur privé et des initiatives individuelles en matière de redressement et de

développement sont également nécessaires pour une meilleure participation populaire. Cela signifie que le gouvernement doit décider de l'orientation idéologique du pays, en consultation avec le peuple. Une fois ce problème résolu, l'initiative privée peut être appelée à contribuer au processus de transformation structurelle. Cependant, il faut souligner que l'initiative privée ne devrait pas dégénérer en la libéralisation et la privatisation dogmatiques préconisées par le FMI et la Banque mondiale dans le but de servir systématiquement et sans discernement le capitalisme libéral.

Des stratégies destinées à des groupes sociaux précis sont également indispensables pour définir les modalités de participation populaire en Afrique. La récente Déclaration d'Abuja sur les femmes, qui a défini les objectifs spécifiques de la participation de la femme jusqu'à l'an 2000 est un grand tournant et la recommandation devrait être mise en oeuvre dans tous les pays africains. La justification de la promotion des femmes devrait être suffisamment évidente dans la participation populaire: les femmes représentent à peu près 50 % de la population de chaque pays et il ne peut pas y avoir de participation démocratique sans leur totale participation à tous les niveaux.

Les travailleurs et leurs syndicats devraient aussi promouvoir la participation populaire en exerçant leurs droits d'association et de négociations collectives et en exigeant le respect des conventions de l'OIT. Ils doivent renforcer la démocratie sur les lieux de travail en participant à la gestion de leurs entreprises et en augmentant la production. Ils devraient prendre des mesures d'urgence pour organiser le secteur non structuré qui fournit plus de 50 % de tous les emplois salariés et promouvoir la démocratisation du développement en participant activement à la définition et à l'exécution de programmes de développement. Pour cela, les syndicats doivent améliorer leurs capacités d'analyse des données et du développement en général. Ils doivent défendre les pays africains contre l'imposition antidémocratique de programmes d'ajustement étrangers pour favoriser des initiatives locales menant à un développement auto-entretenu.

Ces tâches exigent une large alliance démocratique entre les travailleurs, les paysans, les femmes et les autres groupes sociaux. Les paysans devraient mettre sur pied leurs propres organisations, promouvoir l'alphabétisation dans leur groupe social et encourager les activités de coopération qui leur donnent un meilleur accès aux ressources nécessaires au développement. Ils devraient chercher à renforcer le pouvoir des collectivités assurant à celles-ci une plus grande représentation et une participation effective dans les organes de décision à tous les niveaux.

Tout cela demande une plus grande conscience politique, une plus grande réceptivité aux idées et aux méthodes nouvelles ainsi qu'une collaboration plus étroite avec les autres organisations populaires.

La promotion de la capacité de développement de la population fait partie intégrante du processus démocratique dans le redressement et la transformation. Cela commence par la formation aux méthodes de développement pour les particuliers et les organisations de masse. Ainsi, la collecte et l'analyse des données doivent être enseignées dans les syndicats, les associations de paysans, les groupements de femmes etc... pour leur permettre de participer effectivement au débat sur le développement ainsi qu'à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des programmes. En outre, les moyens de développement à la disposition de la population sont importants pour forcer les dirigeants à rendre compte de leurs actions. C'est aussi pour cela que la participation populaire appelle un développement centré sur l'homme qui met l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines. Le développement de l'esprit d'entreprise et l'accès aux ressources de développement telles que l'éducation et la santé, la terre, le crédit, les devises, la technologie etc. sont aussi des aspects importants pour la promotion des moyens du peuple.

La réorganisation du secteur non structuré qui fournit plus de 50% de tous les emplois non agricoles est vitale pour une participation populaire accrue. Les travailleurs de ce secteur doivent être organisés en syndicats dotés des droits appropriés, recevoir une formation et être encouragés. Il faut leur assurer une formation

régulière, le crédit, des techniques agricoles, un cadre juridique et toute autre forme d'assistance nécessaire. Ils doivent bénéficier d'une protection légale, de tests professionnels et être intégrés au reste de l'économie. Les activités de ce secteur représentent près de 30 % du PIB dans la plupart des pays et il ne peut y avoir de redressement et de transformation durables si on ne lui accorde pas une sérieuse attention.

V. OBSTACLES ET INDICATEURS DE PROGRÈS DANS LE DEVELOPPEMENT POPULAIRE

Malgré tout ce qui a été dit précédemment, la participation populaire se heurtera encore à certaines difficultés. Ces problèmes concernent surtout la mise en oeuvre des programmes et des stratégies de développement populaire. Qui traduira en actes concrets les propositions énumérées plus haut ? La réponse est évidemment les gouvernements et les populations, travaillant ensemble dans une collaboration constructive. Heureusement, de plus en plus de gouvernements africains acceptent, même si c'est avec réticence, la nécessité de la démocratisation. Cependant, cela n'est qu'un début et il y a encore beaucoup de chemin à faire. C'est pour cela qu'il est important de souligner que ce programme de la participation populaire est un programme politique. D'où la nécessité de lutter parce qu'il ne viendra pas tout seul sur un plateau d'argent. Comme dit le dicton : "la vigilance permanente est le prix de la liberté". Toute la population, c'est-à-dire, les travailleurs, les paysans, les femmes, les étudiants, les cadres, les politiciens etc... doivent s'organiser politiquement et lutter pour leur droit inaliénable à participer à toutes les prises de décision et à toutes les activités ayant des incidences sur leurs vies et leur bien-être.

Dans cette lutte pour la démocratie, on se heurte notamment à l'autoritarisme de l'ère post-coloniale hérité de celui de l'administration coloniale. Parmi les obstacles les plus évidents, citons la répression politique, l'austérité imposée ou des mesures d'ajustement qui touchent surtout la majorité constituée par les pauvres, les privilèges sociaux jalousement protégés, les inégalités criantes dans la répartition des pouvoirs, des richesses et des revenus,

les inégalités de chances dans le domaine social, les divisions ethnico-religieuses, la discrimination des sexes encouragée par le système patriarcal et par le capitalisme.

Il y aura aussi les inégalités dans l'accès aux ressources (la terre, l'éducation, la santé, le crédit, la technologie etc...) et à l'information (sous prétexte de secret professionnel). La réduction de la discussion politique et du débat sur les questions d'intérêt général à de simples questions d'administration, la réduction au silence de l'opposition et de la critique, la répression des intellectuels et l'intolérance envers les idées, envers ceux qui en sont les pères ou les partisans, sont des problèmes graves. Ils ont pour origine la volonté des élites post-coloniales de monopoliser les privilèges de l'indépendance politique et les fruits du développement tout en étant incapables de satisfaire les aspirations de la population à la vie meilleure promise par l'indépendance et le développement. Ces élites ont alors adopté des politiques restrictives qui opposent le pouvoir d'Etat bureaucratique répressif et élitiste au pouvoir populaire exigé par la population.

La faiblesse relative de la société civile due à l'émergence relativement récente des organisations de masse en Afrique constitue un obstacle supplémentaire. Le syndicat et les partis politiques existent depuis relativement peu, ainsi que les organisations paysannes, féminines, étudiantes, professionnelles, religieuses et autres groupements similaires. Les structures institutionnelles nécessaires permettant de créer et de soutenir la participation populaire sont donc relativement fragiles.

Les interventions extérieures en Afrique freinent aussi la démocratie. Dans beaucoup de cas, quelques pays industrialisés occidentaux jouent un jeu double: ils exaltent les vertus de la démocratie chez eux mais soutiennent les dictatures ailleurs. Ainsi, des gouvernements répressifs et impopulaires dans le tiers monde sont soutenus, maintenus au pouvoir et entretenus avec des moyens militaires financiers et techniques alors que des gouvernements patriotiques et démocratiques sont ébranlés. Les programmes classiques d'ajustement structurel ou de redressement économique encouragent aussi l'autoritarisme et la militarisation de la politique

en Afrique et ailleurs parce qu'ils sont tellement défavorables à la population et si impopulaires que seuls des régimes autoritaires peuvent les exécuter et les maintenir. Malgré ce qu'on appelle maintenant les émeutes contre le FMI en Afrique, et dans le tiers monde en général, ces programmes continuent. Dès lors, il n'est pas étonnant que le fossé se creuse de plus en plus entre les gouvernements et les gouvernés; dans certains cas on assiste à une hostilité ouverte.

Les peuples africains doivent s'organiser sur le plan politique pour surmonter ces obstacles à la participation démocratique. Les événements récents dans le monde devraient convaincre les gouvernements africains de la nécessité urgente de réformes. Il est évident que l'on doit impérativement mettre en place une solidarité démocratique avec la population pour réaliser de toute urgence le redressement et la transformation qui s'imposent depuis longtemps en y incluant les organisations panafricaines comme l'OUA, la Banque africaine de développement, de même que l'Organisation des syndicats africains (OSA), l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) et l'Organisation panafricaine de la jeunesse. Les organisations sous-régionales et intergouvernementales devraient collaborer avec la CEA pour accélérer le processus de participation populaire dans le processus de redressement et de transformation de l'Afrique.

Indicateurs de progrès; L'élimination de ces obstacles à la démocratie nécessite l'usage d'indicateurs pour évaluer les progrès réalisés. Ces indicateurs ne sont ni facilement quantifiables ni parfaits mais ils peuvent être assimilés aux différents aspects des progrès réalisés par la population. Parmi ces indicateurs nous pouvons citer:

a) Le taux d'alphabétisation qui détermine la capacité de participer aux discussions publiques, à la prise de décision et dans beaucoup d'autres activités de développement;

b) La liberté d'association, en particulier la liberté d'association politique;

- c) La représentation des populations rurales dans les organes nationaux;
- d) La proportion du budget consacrée au développement rural;
- e) Le nombre et le taux de participation dans les organisations de masse: par exemple le pourcentage de travailleurs syndiqués;
- f) Le degré de développement des organisations de base et leur participation au développement;
- g) Le nombre et la croissance des coopératives de production et de consommation;
- h) Le degré d'application de la Déclaration d'Abuja sur les femmes dans chaque pays;
- i) L'habilitation du peuple;
- j) La croissance des offres d'emploi;
- k) La répartition des revenus;
- l) La mesure dans laquelle les questions d'intérêt général (comme les programmes d'ajustement) sont débattues publiquement et franchement et sont parfois soumises à référendum;
- m) La responsabilité politique des dirigeants à tous les niveaux grâce à des contrôles et des vérifications;
- n) Le nombre et la portée des projets communautaires.

Ces indicateurs et ceux qui s'y rattachent doivent faire l'objet d'un suivi systématique dans le cadre du programme pour rendre la participation populaire effective. Ce suivi doit être coordonné par la CEA, en collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, aux niveaux national, sous-régional et régional sous les auspices de l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies. Les populations

et les gouvernements doivent prendre part à cette évaluation afin de faciliter l'élimination des obstacles dont on aura constaté l'existence.

Les défis et les perspectives de la participation populaire en Afrique

La Conférence internationale sur la participation populaire en Afrique devrait aussi permettre d'étudier les principales questions et les perspectives d'un développement de l'Afrique axé sur l'homme. D'après le CARPAS, la première des nécessités est de créer un environnement favorable, ce qui implique la démocratisation du processus de redressement et de développement, de même que le renforcement et la mise en place d'institutions (familles, marchés, services administratifs, organismes, de développement et organisations de masse) pour concevoir et appliquer les mesures appropriées. Bien que cela soit une tâche dévolue principalement aux gouvernements et aux organisations sous-régionales et régionales, ces institutions ne peuvent réussir qu'avec la participation des populations. L'instauration d'un environnement favorable signifie aussi qu'il faut d'urgence mettre en valeur les ressources humaines notamment en encourageant l'esprit d'entreprise par le biais de la formation, d'incitations et par l'établissement d'objectifs.

Cela implique également l'acceptation par les gouvernements africains du rôle légitime des populations et de leurs organisations de masse, telles que les syndicats, comme partenaires sociaux dans le développement. C'est ce qui permet de juger de la détermination d'un gouvernement à assurer une participation démocratique et à réaliser un développement centré sur l'homme. Le pouvoir d'Etat doit s'ouvrir pour faire de la place au pouvoir populaire dans l'intérêt de la souveraineté du peuple qui est l'intérêt de tous afin d'accélérer le redressement et le développement de l'Afrique. L'autre voie entraîne la perpétuation de la crise, le marasme et la menace de plus en plus précise de désintégration dans beaucoup de pays. La souveraineté de l'Etat doit devenir la souveraineté du peuple, un patrimoine à partager dans l'intérêt du développement national.

La participation populaire exige qu'il soit mis fin aux politiques post-coloniales de musellement de la population par le biais d'un

radicalisme défensif et de la répression politique. Le remplacement du débat politique et de la discussion publique par de simples mesures administratives au nom de la construction nationale n'est plus acceptable dans les années 90 et au-delà. Il en est de même pour la monopolisation des acquis de l'indépendance politique par une élite politique qui lèse la majorité de la population. Une nouvelle page doit s'ouvrir dans le développement de l'Afrique, qui devrait voir la répartition démocratique des acquis de l'indépendance politique, consacrer la politique du débat public, remplacer les politiques répressives et le radicalisme défensif par un dialogue véritable entre le gouvernement et la population. Cela exigera une confiance réciproque et un sens du destin national commun.

Dans ces conditions, les perspectives d'un développement axé sur l'homme sont vraiment immenses et assez prometteuses. Elles sont fondées sur les engagements pris expressément par les gouvernements africains et la communauté internationale et sur le consensus qui se dégage peu à peu à tous les niveaux concernant la nécessité de la participation populaire et d'une démocratisation rapide du processus de redressement et de développement.

L'enthousiasme suscité par cette conférence et la participation impressionnante à celle-ci sont des indications éloquentes des perspectives qui lui sont ouvertes dans la poursuite de ses objectifs. En consacrant une attention particulière à la conception de politiques et de programmes concrets et avec la persévérance de nos populations, nos gouvernements et la communauté internationale pourront traduire en actes les grandes possibilités offertes par la participation populaire.

Afin de maintenir notre engagement collectif, il est important de souligner quelques perspectives concrètes ouvertes à la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique. Comme il est indiqué clairement dans le CARPAS aux chapitres 5 et 6, les principaux avantages de ces nouvelles relations de partenaires entre les gouvernements africains et les populations seront de trois sortes :

D'abord, une mobilisation plus efficace des ressources. Les gouvernements ne peuvent pas et ne pourront pas dégager seuls les ressources nécessaires au redressement et du développement en Afrique. Les flux de ressources, déjà réduits, à destination de l'Afrique au titre de l'aide se tarissent, le détournement de cette aide vers l'Europe de l'Est et la marginalisation croissante de l'Afrique exigent que les pays africains multiplient les efforts pour mobiliser les ressources intérieures. Cela signifie la mise en commun des ressources éparpillées provenant de l'épargne, des paiements fiscaux, des contributions volontaires, des talents et des initiatives de nos millions de personnes pour constituer d'immenses réserves qui pourraient être utilisées pour la transformation rapide de l'Afrique. Cela exigera de la détermination, du sérieux et de la tenacité dans l'action ainsi que de véritables relations de partenaires entre nos gouvernements et nos peuples. Tout comme les petites gouttes finissent par faire un océan, les modestes contributions de nos millions de personnes peuvent se transformer en une force immense et en ressources abondantes.

La mise en oeuvre par la population des programmes de redressement et de développement en Afrique constitue la deuxième perspective concrète de la participation populaire. Mais là encore, les gouvernements ne pourront pas exécuter des programmes à eux tout seuls. Les énergies, les talents, les initiatives, l'esprit d'entreprise et les compétences des gens ainsi que les expériences diverses qu'ils ont acquises en tant que travailleurs, paysans, cadres, femmes et jeunes devront contribuer à la réalisation des projets et des programmes. Lorsque les populations consacrent volontairement leurs énergies et leurs ressources à cette fin, les programmes sont exécutés avec efficacité et rapidité. Mais lorsque le peuple est tenu à l'écart et reste indifférent aux programmes nationaux, ceux-ci restent de simples papiers et le marasme socio-économique persiste et empire même. D'où la nécessité de traduire les aspirations urgentes des populations en programmes de développement de telle sorte qu'elles s'engagent avec énergie dans leur mise en oeuvre effective. Cela est primordial si l'Afrique veut sortir du marasme économique de la décennie écoulée et entamer une ère de développement auto-entretenu à partir des années 90.

En troisième lieu, l'engagement de l'Afrique à assurer l'autosuffisance nationale et collective est en fait un attachement à un développement axé sur l'homme. Seules les populations peuvent compter sur elles-mêmes et apporter au gouvernement le soutien le plus durable dans l'effort de développement. Le miracle japonais a été réalisé par les populations japonaises et la transformation rapide des pays nouvellement industrialisés en Asie du Sud-Est a été rendue possible par la détermination et le travail des populations de ces pays grâce au développement de la petite industrie, un fort taux d'épargne et une productivité impressionnante. Cela est aussi possible et doit être réalisé en Afrique.

C'est pour ces raisons que la réalisation d'une participation populaire effective est un défi collectif lancé à nous tous, en tant qu'organisations de masse, groupes sociaux, ONG, particuliers, gouvernements africains, institutions des Nations Unies et bailleurs de fonds. Les délibérations de cette Conférence internationale sur la participation populaire devraient déboucher sur des stratégies concrètes et des propositions d'action pour que le peuple soit toujours mis en avant en le faisant participer au redressement et à la transformation. Nous ne devons pas manquer à nos engagements envers l'Afrique.

VI. CONCLUSION

Un consensus se dégage peu à peu autour du fait qu'il faut assurer la participation populaire au processus de redressement et de transformation en Afrique. Ce consensus est nécessaire pour assurer le succès du CARPAS en tant que formule crédible proposée par l'Afrique en remplacement des programmes d'ajustement structurel ou de redressement économique qui ont échoué parce qu'ils étaient impopulaires. La tâche à entreprendre est d'établir de nouvelles relations de partenaires entre les gouvernements et les populations; sur cette mesure repose la possibilité pour les gouvernements de créer un environnement propice et de mettre sur pied des institutions permettant la transformation structurelle.

Lorsqu'on raisonne en termes de démocratie, d'obligation pour les dirigeants de rendre des comptes et de développement, on réalise la nécessité de la participation populaire. Les modalités de celle-ci reposent sur le transfert du pouvoir aux collectivités et sur un développement conçu et imposé par la base et axé sur l'homme. Lors de l'application de ces stratégies démocratiques, on se heurtera notamment à un autoritarisme d'Etat qui persiste et à des problèmes d'accès aux ressources et à l'information. Il y a donc lieu de reconnaître que la valorisation de la population constitue un programme politique concret à appliquer par le biais d'une mobilisation effective de la population, des gouvernements et de la communauté internationale et par la création d'organisations de masse, d'ouvriers, de paysans, de femmes, de cadres, d'étudiants et d'autres forces sociales. Les progrès peuvent être évalués systématiquement grâce à des indicateurs de progrès et à une stricte coordination aux niveaux national, sous-régional et régional.

REFERENCES

1. Adebayo Adedeji (1989), Towards a Dynamic African Economy (London).
2. CEA (1989), Cadre africain de référence aux programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économique (CARPAS), Addis-Abeba.
3. CEA (1989), Déclaration de Khartoum - Conférence internationale sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique (Addis-Abeba).
4. P.A. Nyongo, ed., Popular Struggles for Democracy in Africa (London).
5. CEA (1989), La Déclaration d'Abuja sur le développement participatif (Addis-Abeba).

///

**QUE LE PEUPLE SE
METTE EN AVANT QU'IL
PRENNE L'INITIATIVE!**

Le thème de notre Conférence est "le peuple d'abord". Le corollaire de ce thème - le revers de la médaille - est que le moment est venu pour le peuple de se mettre en avant en prenant la barre de la transformation sociale, politique et économique en Afrique. **La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation**, que cette Conférence vient d'adopter par acclamation, a confirmé en termes non équivoques qu'il faut inaugurer une nouvelle ère en Afrique, d'où se dégagera l'Afrique nouvelle de notre vision, une Afrique où la démocratie, la responsabilisation et le développement en vue de la transformation seront intériorisés dans chaque pays et enracinés à tous les niveaux de notre société; une Afrique où l'environnement propice encourageant l'initiative et l'esprit d'entreprise et garantissant la dignité de chaque être humain sera généralisé et une Afrique où l'habilitation du peuple et la démocratisation du processus de développement seront à l'ordre du jour.

Cette Afrique ne verra pas le jour tant que tous les gouvernements n'auront pas, individuellement et collectivement, laissé de la place au peuple, tant qu'ils n'auront pas élargi la base politique, économique et sociale du pouvoir et tant qu'ils n'auront pas donné libre cours aux immenses talents et énergies de leurs peuples. C'est pourquoi la priorité à la participation populaire exige impérativement que les peuples puissent prendre l'initiative, se mettre aux commandes pour entreprendre avec dynamisme la transformation de leurs sociétés, de leurs économies et de leur destin.

Pour nous en Afrique, la participation populaire n'est pas un simple slogan. C'est une question de vie ou de mort. C'est notre seul espoir si nous voulons assurer notre survie et notre relèvement politique et la seule voie de la transformation socio-économique, de la justice et de l'équité sociale sur notre continent. **La Charte africaine de la participation populaire** constitue le cadre d'un nouvel ordre politique, économique et social en Afrique. Dans le **Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS)**, nous disposons déjà d'une stratégie pour accorder la priorité au peuple. Dans cette **Charte**, nous avons désormais un

programme d'action opérationnel extrêmement concret pour réaliser notre objectif.

L'Afrique a besoin d'une transformation et de changements radicaux, et pas simplement d'ajustement. Le changement et la transformation requis ne sont pas seulement étroits, strictement économiques et mécanistes. Il s'agit de profonds changements qui donneront le jour, avec le temps, à l'Afrique nouvelle de notre vision, où il y a place pour la démocratie et la responsabilité, et non pas le despotisme, l'autoritarisme et la kleptocratie; et où gouvernés et gouvernants oeuvreront la main dans la main pour promouvoir l'intérêt commun et où prévaudra la volonté du peuple au lieu des désirs d'une personne ou d'un groupe de personnes, aussi puissantes soient-elles.

Cette Afrique nouvelle doit voir le jour aujourd'hui et non demain. Au cours des quatre derniers mois, le monde a assisté à des événements importants en Europe de l'Est - le peuple revendique ses droits. Une nouvelle révolution est en marche - une révolution démocratique qui aboutira à l'avènement de la participation populaire. Nous Africains, allons-nous rester des spectateurs et laisser passer ce vent du changement? Allons-nous rester spectateurs ou allons-nous nous joindre à la croisade pour mettre sur les rails le processus de changement et de transformation dont nous avons si besoin?

A l'époque de la renaissance, nous n'étions que spectateurs. A l'ère industrielle et au cours des révolutions technologiques, nous étions moins que des spectateurs. Maintenant que la démocratie est en train de naître et que les derniers vestiges du colonialisme ont disparu de l'Afrique, allons-nous laisser le continent se marginaliser davantage, loin du courant nouveau?

Laissons le peuple décider! Que le peuple d'Afrique assume ses responsabilités! Qu'il relève ce défi historique! Personne ne résoudra nos problèmes pour nous. Il nous incombe au premier chef d'opérer une volte-face dans notre société. Le temps de la léthargie des masses, de la grōgne permanente et du syndrome de la

dépendance est révolu. Au cours de cette dernière décennie de ce millénaire, il nous faut montrer de quoi nous sommes capables. Montrons à la face d'un monde de plus en plus sceptique que nous pouvons réussir et que nous sommes déterminés à le faire!

A cet égard, il est vital que cette Conférence internationale sur la participation populaire ne soit pas considérée comme un coup de fouet dans l'air, mais comme l'amorce d'un processus qui doit se poursuivre au niveau national pour devenir irréversible. Peuples et gouvernements, quittons Arusha résolus à tenir dans les plus brefs délais des conférences et journées d'étude nationales sur la participation populaire dans nos pays respectifs avec la pleine participation des organisations populaires (ONG, ODV et organisations de base), du mouvement syndical, des organisations féminines, de jeunes et d'étudiants, des représentants des médias et des gouvernements. Ce faisant, chaque pays aura fait le premier pas décisif en créant au niveau national le lieu d'un dialogue franc et ouvert entre gouvernements africains et organisations de base, de façon que l'élaboration des politiques au niveau national puisse s'inspirer de la base. En outre, je préconise vivement l'établissement de mécanismes efficaces de suivi au niveau national, ainsi que le recommande la Charte. Pour notre part, nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour créer le mécanisme de suivi au niveau régional. Il faut donner suite immédiatement aux travaux de la Conférence. C'est ce qu'exige l'ampleur de la tâche qui nous attend. Les possibilités qu'offriront à nos peuples et à nos pays ces mesures diligentes en font une nécessité impérieuse. Agissons avant que d'autres ne nous obligent à le faire!

Permettez-moi de terminer sur une matière à réflexion en citant un passage attribué à Edith Hamilton. Il s'agit de la manière dont les Athéniens ont perdu leur liberté :

"A la fin, plus que la liberté, ils voulaient la sécurité. Ils voulaient mener une vie de confort et ils ont tout perdu - sécurité, confort et liberté. Lorsque, finalement, les Athéniens ne voulurent plus rien donner à la société, voulant au

contraire que la société leur donne tout, lorsque la liberté qu'ils désiraient le plus fut la liberté de toute responsabilité, les Athéniens cessèrent d'être libres".